AAC (Re)penser l'infrapolitique à partir des résistances souterraines de femmes

Le décès de James C. Scott au cours de l'été 2024 a donné lieu à la publication de nombreux articles soulignant l'ampleur de sa contribution aux sciences sociales, et plus particulièrement à l'étude des sociétés sans État. Parmi ses concepts phares, la *résistance infrapolitique*, définie comme une « lutte prudente menée quotidiennement par les groupes dominés » (Scott, 2019 [1992], p. 317), a représenté un apport majeur dans la compréhension de l'agir politique des populations les plus subalternes, à diverses époques et dans différents contextes sociopolitiques. Pourtant, jusqu'ici, l'infrapolitique a rarement été au cœur de l'étude des résistances de femmes, et ce alors même que certaines modalités d'action politique féminines semblent s'inscrire dans cette logique. Depuis quelques mois par exemple, une nouvelle *trend* sur les réseaux sociaux invite à partager les actions quotidiennes mises en œuvre par les femmes pour résister au sexisme de façon discrète et souvent sans bruit : n'acheter que des livres écrits par des femmes, prendre de la place dans les transports en commun, ne pas se décaler dans la rue… Ces « petits gestes », réalisés par des femmes ordinaires et non organisées, sont appelés sur les réseaux « micro-féminisme ». Ces formes de résistance, qui ne se limitent pas aux seules luttes féministes, existaient évidemment avant d'être nommées, mais alors comment les trouver, les identifier, les reconnaître et surtout les appréhender en tant que chercheur·ses ? Le concept d'infrapolitique offre-t-il un cadre particulièrement pertinent pour étudier ce type de résistances féminines ? Les femmes sont-elles davantage socialisées aux résistances souterraines et donc à l'infrapolitique ? Ce sont les questionnements qui guident cette journée d'études.

L'étude des résistances des femmes est généralement menée sous le prisme de la contestation politique publique et collective. Ont en effet été prises pour objets les mobilisations visant à conquérir des droits civiques, sociaux et reproductifs, ainsi que des parcours de femmes portant ces revendications. De fait, en France, un certain nombre de travaux existent sur les luttes révolutionnaires (Eichner, 2020 ; Godineau, 2004 [1988]), la conquête du suffrage féminin (Klejman et Rochefort, 1989 ; Bard, 2015) puis de la parité (Achin, 2007 ; Bereni, 2015), la bataille pour la légalisation de l'IVG (Bard, 2012 ; Pavard, 2012 ; Ruault, 2023) ou plus récemment les luttes contre les violences sexistes et sexuelles (Chaponnière, Roux et Ruault, 2017 ; Pavard, Rochefort et Zancarini-Fournel, 2020). Ces travaux montrent alors que les femmes participent elles aussi à un *agir politique* longtemps exclusivement pensé comme masculin. Cette journée d'études souhaite contribuer à étendre la compréhension de cet *agir politique* des femmes, en décentrant le regard et en ne se limitant pas aux luttes publiques, collectives et/ou institutionnalisées. Elle se place ainsi dans la lignée des travaux qui, à travers une approche *par en bas*, élargissent la compréhension de toutes les formes de résistance.

Ces résistances discrètes et souterraines ont historiquement été envisagées dans deux espaces d'observation (Mathieu et Péchu, 2020) : l'espace du travail et l'espace de la (post)-colonisation. D'une part, les historiens marxistes proposent une histoire par le bas dépassant la seule étude des organisations de la classe ouvrière (Thompson, 1988 [1964] ; Lüdtke, 1991), et les *cultural studies* étudient des formes de subversion discrètes de la culture dominante (Hoggart, 1970 [1957]). Cette perspective infuse aujourd'hui plus largement l'étude des résistances populaires (Singerman, 1995 ; Rosa Bonheur, 2019 ; Carrel, 2022 ; Purenne *et al.,* 2023) et des pratiques de « participation informelle » (Bherer, Dufour et Montambeault, 2023). D'autre part, les *subaltern studies* se concentrent sur des résistances rarement reconnues comme politiques dans les espaces marqués par les rapports de domination coloniale (Guha, 1983 ;

Chatterjee, 1986 ; Fanon, 2010 [1961]). Ces différentes approches se sont ainsi révélées propices à l'étude des formes de résistance des dominé·es et ont permis de mettre en évidence des espaces de contestation politique propre aux subalternes. C'est pour les caractériser que James Scott introduit la notion d'infrapolitique, qu'il illustre à travers l'exemple des esclaves qui volent en cachette leur maître ou des paysans qui influencent le calcul de la dîme en minimisant les quantités récoltées sous l'Ancien Régime. Porter l'attention sur ces résistances souterraines permet de mettre l'accent sur la capacité qu'ont les subalternes d'agir dans leurs propres intérêts – ce que Thompson nomme l'*agency* -, en dépit de la domination. Plus encore, cela permet de montrer, contrairement à ce que postule l'analyse marxiste, qu'il peut exister une « domination sans hégémonie » (Guha, 1998), à savoir une suprématie matérielle et économique (la domination), sans suprématie culturelle (ou hégémonie idéologique et politique) : c'est ce qui rend possible l'existence de l'infrapolitique subalterne.

Dans ces analyses, où sont les femmes ? Depuis les travaux fondateurs de Gayatri Chakravorty Spivak (Spivak, 1988), la question des résistances infrapolitiques des femmes est peu posée (Bouilly et Rillon, 2016). Pourtant, ces réflexions ont infusé une partie de la théorie féministe et queer (Frader, 2010), notamment à travers la notion d'*agency.* Judith Butler, par exemple, montre que l'agencéité est aussi la capacité qu'ont les individus de modifier, de défier et de défaire les normes sociales qui pèsent sur eux et elles, et surtout sur la façon dont ils et elles se perçoivent en tant que sujet (Butler, 1990). C'est ce que Teresa de Lauretis nomme « micropolitique » : toutes les formes de l'élaboration quotidienne d'une subjectivité « excentrique » en-dehors des normes hégémoniques du genre, toutes les pratiques qui conduisent à modifier la façon de se penser et de penser sa place dans le monde et dans le système du genre (De Lauretis, 2007). Ainsi, sans toujours parler explicitement de résistance, ces pratiques s'inscrivent dans une dynamique de perturbation des rapports de domination. Dans la même lignée, plusieurs travaux se sont intéressés aux espaces propices à l'émergence d'une conscience féminine (voire féministe) source de résistances : ce sont par exemple les réunions Tupperware (Achin et Naudier, 2009), les cercles de lecture (Albenga et Bachmann, 2015) ou encore les réseaux de femmes musulmanes auto-entrepreneuses (Karimi, 2020).

C'est dans la continuité de ces travaux que cette journée d'études se place. Son objectif est de questionner la façon dont on peut utiliser l'infrapolitique et/ou ces autres concepts d'analyse dans des travaux de recherche sur les femmes et leurs formes de résistances discrètes, souterraines, silencieuses, sans les réduire à des formes de sous-politisation. Pour ce faire, nous proposons les trois axes de réflexion suivants.

Axes et questionnements

1. Enjeux épistémologiques et méthodologiques

Cette journée d'études a pour objectif de rendre compte et de questionner la diversité des « arts de la résistance » (Scott, 2019 [1992]). Restituer cette diversité pose plusieurs questions épistémologiques autour de la théorisation même de résistance. Sans chercher à imposer une seule définition, que veut dire concrètement résister ? Où situer des résistances qui ne disent pas toujours leur nom ?

Le concept de résistance suscite de nombreux débats, qui interrogent l'ambiguïté de ses frontières. Pour Saba Mahmood, par exemple, la résistance ne peut être considérée comme la seule modalité de l'agir des femmes, et il ne faut pas présupposer que toutes les femmes n'agissent qu'en vue de résister aux normes et aux contraintes. À l'inverse, elle privilégie la

notion d'agencéité, qui n'est pas nécessairement la subversion des normes et la résistance, mais avant tout « la capacité de produire un changement dans le monde » (Mahmood, 2009). Dans ce contexte, la capacité d'agir n'est donc pas exclusivement une résistance aux normes, ni uniquement une opposition (Le Renard, 2010 ; Amari, 2012), elle peut aussi être l'affirmation d'un sens éthique, moral, qui participe à sa manière à constituer le sujet comme sujet. Ces interrogations sur les limites du concept de résistance pour penser l'agir politique des femmes sont plus globalement au cœur des réflexions sur les féminismes musulmans (Ali, 2020 ; Hamidi, 2023). Dans la continuité de ces débats, nous encourageons les communications qui discutent les frontières entre résistance, subversion, subordination et capacité d'agir.

Définir les résistances souterraines conduit ensuite à interroger la *conscience d'agir*. La journée d'études sera donc l'occasion de s'interroger sur la façon dont les actrices conçoivent ou non leur résistance, à savoir si elle est une simple réaction défensive à une « expérience douloureuse des inégalités » (Cervulle et Testenoire, 2012, p. 7) ou alors la conséquence d'une prise de conscience d'un rapport de force défavorable et, ce faisant, révélatrice d'une forme de conscience de classe des femmes. Sur ce point, la question des mobilisations des ouvrières est ainsi particulièrement intéressante, puisqu'elle révèle la difficulté à revendiquer un sujet collectif « femmes » dans le cadre de luttes qui politisent la classe sociale (Kergoat, 2012 ; Gallot, 2015 ; Meuret-Campfort, 2021). Plus globalement, cette difficulté se pose dans tous les cas de résistances quasi-exclusives de femmes qui *a priori* politisent un autre rapport de domination que le genre, ce qui met en tension leurs appartenances diverses (classe de sexe, classe sociale, classe de race…). Dès lors, peut-on définir comme une résistance, aussi discrète, souterraine et silencieuse soit-elle, une action qui n'est pas pensée comme telle ? Ces pratiques sont-elles féministes (ou « micro-féministes ») si elles ne se disent pas ainsi (Albenga, Delage et Gallot, 2024) ? Si l'objectif est de débusquer les moments où la parole des femmes a été confisquée (Spivak, 1988), le ou la chercheuse se doit aussi d'être vigilante à ne pas voir de la résistance souterraine partout.

La dimension souterraine soulève enfin des considérations méthodologiques. Parce qu'elles recherchent une forme d'invisibilité, ces résistances ont toutes les chances de se développer dans des espaces marginaux, loin des dominants, et en laissant « le moins de traces possible sur leur passage » (Scott, 2019 [1992], p. 344). Il faut donc dépasser le « texte public » de l'action des subalternes pour chercher les moyens d'accéder à son sens caché. Ainsi, par exemple, Camille Frémont montre qu'il ne faut pas s'arrêter au discours de normalisation des mères lesbiennes, qui est en fait un « texte public » qui permet de dissimuler des contournements (voire des transgressions) de la loi, comme recourir à un donneur à l'étranger ou frauder le parcours de PMA en simulant un couple hétérosexuel (Frémont, 2018). De la même façon, Fatiha Ajbli étudie comment les femmes musulmanes tentent en apparence « d'annuler la charge islamique de leur présentation sociale » pour accéder à certains espaces, notamment en abandonnant momentanément le *hijab* au profit d'autres couvre-chefs et accessoires perçus comme plus neutres (Ajbli, 2016, p. 113). Cette stratégie, qui reste imperceptible aux yeux des dominants, leur permet alors de résister aux discriminations sexistes et islamophobes tout en continuant à pratiquer leur foi comme elles l'entendent. Dès lors, les communications proposant de réfléchir aux méthodes les plus adaptées pour accéder aux expériences minoritaires et pour étudier ces résistances seront les bienvenues. On pourrait penser aux apports de l'ethnographie (Fiorentini et Rebucini, 2015), d'une posture féministe sur son terrain (Smith, 2018) ou encore d'une proximité sociale ou raciale vis-à-vis des enquêtées.

2. Dispositions et socialisations

Analyser les résistances souterraines de femmes consiste aussi à saisir leur diversité, en s'éloignant d'une lecture homogénéisante. Il est donc nécessaire de s'intéresser aux dispositions et aux socialisations à ces résistances. De façon générale, comment se transmettent et s'acquièrent des dispositions à la résistance, même silencieuse ? Quelles trajectoires sont les plus à mêmes de donner lieu à ces formes de résistances ? Finalement, qui sont les femmes qui résistent discrètement ?

Une attention particulière pourra être portée aux modalités et lieux d'intériorisation de ces dispositions. Les résistances souterraines sont souvent structurées autour de « réseaux informels de parenté, de voisinage, de cercles d'amis » (Scott, 2019 [1992], p. 343), faisant du capital social une ressource décisive (Fol, 2010). Ainsi, la journée d'études sera l'occasion de s'interroger sur les formes de ces réseaux de femmes et la façon dont ils peuvent représenter des lieux d'incorporation de dispositions à la résistance et par la suite d'éventuels réseaux de résistance. En étudiant ce sur quoi ces réseaux sont fondés (des appartenances familiales, de classe, de race, d'âge ou de sexualité), l'objectif est aussi de déterminer s'il existe des contextes plus propices à intérioriser des dispositions à la résistance (Blum et Rillon, 2020 ; Barrières, Kréfa et Le Renard, 2023). Nous pourrons notamment nous demander si des activités socialement considérées comme féminines, assignant les femmes à la sphère domestique et les éloignant donc *a priori* du politique, peuvent au contraire représenter un accès à celui-ci (Gilbert, 2016 ; Bouilly, 2019 ; Rétif, 2023).

Cette réflexion sur les lieux de socialisation peut aussi être étendue aux contextes politiques où émergent ces résistances. Ces pratiques cachées sont-elles des formes de résistance qui ne s'expriment que lorsqu'une résistance publique est impossible, lorsque les perspectives de contestation publique sont limitées, lorsque la domination est trop forte ? Ou au contraire, des résistances déguisées ne peuvent-elles pas naître en marge de mouvements publics et visibles ? La journée d'études sera donc l'occasion de questionner la diversité des contextes politiques dans lesquels émergent des résistances discrètes de femmes, en dépassant la grille de lecture opposant contextes autoritaires et démocratiques.

3. Articulation entre résistances discrètes et résistances publiques

Selon James Scott, « toute forme de résistance déguisée, d'infra-politique, est le partenaire silencieux d'une forme de résistance publique bruyante » (2019 [1992], p. 342). Les résistances discrètes constitueraient alors des « formes élémentaires de la vie politique » (p. 344) servant de base à l'émergence de mouvements publics et structurés plus visibles. C'est cette articulation entre résistances déguisées et résistances publiques de femmes que nous souhaitons interroger. Ainsi, les résistances souterraines ne sont-elles qu'une forme « primitive », élémentaire, de mobilisation politique ? Cette question se pose d'autant plus au regard des inégalités genrées de rapport au politique et des formes d'actions politiques privilégiées par les femmes, souvent assimilées à une « sous-politisation » (Muxel, 2001 ; Achin et Lévêque, 2018).

Nous invitons donc les contributions à interroger la nécessité de penser de concert résistances discrètes de femmes et luttes ouvertes, en s'intéressant en particulier aux formes de résistances qui n'ont pas de traduction publique sur le long terme. Il s'agira ainsi de questionner une lecture trop centrée sur les mobilisations collectives, qui laisserait penser que les luttes discrètes et souterraines sont vouées à ne jamais provoquer de changements sociaux ou

politiques majeurs (Bayat, 2013). Les communications qui interrogent la possibilité d'obtenir des changements sociaux et politiques par des formes discrètes et souterraines de résistance seront donc les bienvenues. Plus largement, il faudra se poser la question de la nature du changement espéré : s'agit-il de changer la société dans son ensemble ou de proposer des espaces de vivre-ensemble bâtis autour d'autres normes et valeurs ? Cette journée d'études pourra ainsi être l'occasion de faire écho aux réflexions autour des « pratiques préfiguratives » (Fourment, 2021 ; Calheiros *et al.*, 2024), qui sont des formes de « résistances quotidiennes » par la mise en acte *ici et maintenant* d'un idéal d'organisation sociale, en interrogeant spécifiquement la façon dont les femmes s'en saisissent.

Parallèlement, il s'agira aussi d'identifier les contextes et les actrices permettant ou non le passage au domaine du visible, en étant attentif·ves au rôle des femmes préalablement engagées discrètement dans l'émergence de ces nouvelles formes de contestation publiques. Le cas du « micro-féminisme », tel qu'il a été récemment mis en avant, est ici particulièrement intéressant, en ce qu'il pose à la fois la question de la publicisation de pratiques de résistance souterraines et celle de la construction collective de formes individuelles de résistances. Il témoigne ainsi à nouveau que « le personnel est politique », tant dans le vécu de la domination que dans l'expression des résistances.

Consignes

Cette journée d'études se tiendra le **21 mai 2025** au **CERAPS à Lille**, au campus Moulins de l'Université de Lille.

Les propositions de communication d'une longueur maximale d'une page sont à transmettre avant le 24 janvier 2025 aux adresses suivantes : sidonie.verhaeghe@univ-lille.fr, margaux.viallon@univ-lille.fr et anis.zerde@univ-lille.fr. Elles devront préciser dans quel·s axe·s la communication s'inscrit et comprendront une brève présentation des auteur·ices. Elles pourront relever de différentes disciplines des sciences sociales, sociologie, science politique, anthropologie, philosophie ou histoire. Les propositions de doctorant·es et jeunes chercheur·ses sont bienvenues, ainsi que celles élargissant la perspective à différentes périodes historiques et espaces géographiques.

Calendrier

Lancement de l'appel à communications : novembre 2024
Clôture de réception des propositions : 24 janvier 2025
Envoi des réponses : mi-février 2025
Journée d'études : 21 mai 2025

Comité d'organisation

Sidonie Verhaeghe, Maîtresse de conférences en science politique, Université de Lille, CERAPS
Margaux Viallon, Doctorante en science politique, Université de Lille, CERAPS
Anis Zerde, Doctorant en science politique, Université de Lille, CERAPS

Comité scientifique :

Catherine Achin, Professeure de science politique, Université Paris-Dauphine, IRISSO

Fatiha Ajbli, Chercheuse associée au CERAPS
Emmanuelle Bouilly, Professeure de science politique, Université de Lille, CERAPS
Fanny Gallot, Maîtresse de conférences en histoire, Université Paris-Est Créteil, CRHEC
Hanane Karimi, Maîtresse de conférences en sociologie, Université de Strasbourg, LinCS
Abir Kréfa, Maîtresse de conférences en sociologie, Université Lyon 2, Centre Max Weber
Eve Meuret-Campfort, Chercheuse CNRS, CENS
Sidonie Verhaeghe, Maîtresse de conférences en science politique, Université de Lille, CERAPS
Margaux Viallon, Doctorante en science politique, Université de Lille, CERAPS
Anis Zerde, Doctorant en science politique, Université de Lille, CERAPS

Bibliographie

ACHIN C., 2007, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica (Études politiques), 184 p.

ACHIN C., LÉVÊQUE S., 2018, « Mind the Gap! De la variable sexe au genre des comportements électoraux », *Travail, genre et sociétés*, *40*, 2, p. 33-50.

ACHIN C., NAUDIER D., 2009, « La libération par Tupperware ? », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 29, p. 131-140.

AJBLI F., 2016, « Les Françaises « voilées » dans l'espace public : entre quête de visibilité et stratégies d'invisibilisation », *Nouvelles Questions Féministes*, *35*, 1, p. 102-117.

ALBENGA V., BACHMANN L., 2015, « Appropriations des idées féministes et transformation de soi par la lecture », *Politix*, *109*, 1, p. 69-89.

ALBENGA V., DELAGE P., GALLOT F., 2024, « AAC - (Ne pas) se dire féministe. France et territoires (post-)coloniaux, XIXe siècle-XXIe siècle ».

ALI, Z. (dir.), 2020, *Féminismes islamiques*, 2e éd., Paris, la Fabrique éditions, 256 p.

AMARI S., 2012, « Des lesbiennes en devenir. Coming-out, loyauté filiale et hétéronormativité chez des descendantes d'immigrant·e·s maghrébin·e·s », *Cahiers du Genre*, *53*, 2, p. 55-75.

BARD, C. (dir.), 2012, *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Archives du féminisme), 260 p.

BARD, C. (dir.), 2015, *Les féministes de la première vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Archives du féminisme), 230 p.

BARRIERES, S., KREFA, A., LE RENARD, S. (dirs.), 2023, *Le genre en révolution : Maghreb et Moyen-Orient, 2010-2020*, Lyon, Presses universitaires de Lyon (Actions collectives), 288 p.

BAYAT A., 2013, *Life as politics: how ordinary people change the Middle East*, 2e éd., Stanford, California, Stanford University Press, 374 p.

BERENI L., 2015, *La bataille de la parité: mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, Paris, Economica (Collection Études politiques), 300 p.

BHERER L., DUFOUR P., MONTAMBEAULT F., 2023, « What Is Informal Participation ? », *International Journal of Politics, Culture and Society*, *36*, p. 1-16.

BLUM F., RILLON O., 2020, « Une histoire de famille dans l'empire colonial français. Penser les trajectoires individuelles et familiales au prisme de l'intersectionnalité », *20&21. Revue d'histoire*, *146*, p. 39-52.

BOUILLY E., RILLON O., 2016, « Relire les décolonisations d'Afrique francophone au prisme du genre », *Le Mouvement Social*, *255*, 2, p. 3-16.

BOUILLY E., 2019, *Du couscous et des meetings contre l'émigration clandestine : mobiliser sans protester au Sénégal*, Paris, Dalloz (Nouvelle bibliothèque de thèses, Science politique), 624 p.

BUTLER J., 1990, *Gender trouble: feminism and the subversion of identity*, New York, Routledge (Thinking gender), 172 p.

CALHEIROS C., DULERY J., FOURMENT E., LELIEVRE A., SOLER R., 2024, « AAC – Sauver le monde ou se sauver soi-même ? Penser les engagements préfiguratifs en contexte néolibéral ».

CARREL M., 2022, « Discreet Mobilizations Against Discrimination: Informal Participation in the French Suburbs », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, *36 [En ligne]*.

CERVULLE M., TESTENOIRE A., 2012, « Du sujet collectif au sujet individuel, et retour. Introduction », *Cahiers du Genre*, *53*, 2, p. 5-17.

CHAPONNIERE, M., ROUX, P., RUAULT, L. (dirs.), 2017, « Nouvelles formes de militantisme féministe (I) et (II) », *Nouvelles Questions Féministes*, *36 et 27*, 1.

CHATTERJEE P., 1993, *Nationalist Thought and the Colonial World: A Derivative Discourse*, 2e éd., London, Zed.

COLLECTIF ROSA BONHEUR, 2019, *La ville vue d'en bas : travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam, 240 p.

DE LAURETIS T., 2007, *Théorie queer. De Foucault à Cronenberg*, 2007, La Dispute, 189 p.

EICHNER C.J., 2020, *Franchir les barricades : les femmes dans la Commune de Paris*, Paris, Éditions de la Sorbonne (Histoire de la France aux XIXe et XXe siècles), 314 p.

FANON F., 2010 [1961], *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte (La découverte poche), 322 p.

FIORENTINI A., REBUCINI G., 2015, « Saba Mahmood : pour une anthropologie critique du « déplacement » », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 15, p. 53-71.

FOL S., 2010, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards Sociologiques*, *40*, p. 27-43.

FOURMENT E., 2021, *Théories en action : appropriation des théories féministes en milieu libertaire à Berlin et Montréal*, Thèse de doctorat, Sciences Po Paris.

FRADER L.L., 2010, « 25. E. P. Thompson : Classe, genre, historicité et "capacité d'agir" », dans CHABAUD-RYCHTER D., DESCOUTURES V., VARIKAS E., DEVREUX A.-M. (dirs.), *Sous les sciences sociales, le genre*, Paris, La Découverte, p. 356-370.

FREMONT C., 2018, *Mères lesbiennes en France : représentations du genre et pratiques de résistance à la domination*, Thèse de doctorat, Normandie Université.

GALLOT F., 2015, *En découdre : comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, Paris, La Découverte, 282 p.

GILBERT P., 2016, « Troubles à l'ordre privé. Les classes populaires face à la cuisine ouverte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, *215*, 5, p. 102-121.

GODINEAU D., 2004 [1988], *Citoyennes tricoteuses : les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Paris, Perrin (Pour l'histoire), 416 p.

GUHA R., 1983, *Elementary aspects of peasant insurgency in colonial India*, Dehli, Oxford University Press, 361 p.

GUHA R., 1998, *Dominance without Hegemony: History and Power in Colonial India*, Cambridge, MA, Harvard University Press (Convergences), 245 p.

HAMIDI M., 2023, *La révolution des féminismes musulmans : élaboration théorique et agir féministe (2004 à 2014)*, Bruxelles, Peter Lang (Diversitas), 268 p.

HOGGART R., 1970 [1957], *La Culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, 424 p.

KARIMI H., 2020, « Des musulmanes entrepreneuses en réseau en France. Faire face aux discriminations multiples », *Travail, genre et sociétés*, *44*, 2, p. 107-123.

KERGOAT D., 2012, *Se battre, disent-elles...*, Paris, la Dispute (Le genre du monde), 360 p.

KLEJMAN L., ROCHEFORT F., 1989, *L'égalité en marche : le féminisme sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques : Des Femmes, 356 p.

LANDRY J.-M., MAHMOOD S., 2010, « Repenser la norme, réinventer l'agencéité : entretien avec Saba Mahmood », *Anthropologie et Sociétés*, *34*, 1, p. 217-231.

LE RENARD S.A., 2010, « "Droits de la femme" et développement personnel : les appropriations du religieux par les femmes en Arabie Saoudite », *Critique internationale*, *46*, 1, p. 67-86.

LÜDTKE A., 1991, « La domination au quotidien. "Sens de soi" et individualité des travailleurs en Allemagne avant et après 193 », *Politix*, *13*, p. 68-78.

MAHMOOD S., 2009, *Politique de la piété. Le féminisme à l'épreuve du renouveau islamique*, Paris, La Découverte, 311 p.

MATHIEU L., PECHU C., 2020, « Résistance », dans FILLIEULE O., MATHIEU L., PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po (Références), p. 508-516.

MEURET-CAMPFORT È., 2021, *Lutter « comme les mecs »: le genre du militantisme ouvrier dans une usine de femmes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant (SocioPo), 442 p.

MUXEL A., 2001, « Socialisation et lien politique », dans BLOSS T. (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 27-44.

PAVARD B., 2012, *Si je veux, quand je veux : contraception et avortement dans la société française (1956 - 1979)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes (Archives du féminisme), 358 p.

PAVARD B., ROCHEFORT F., ZANCARINI-FOURNEL M., 2020, *Ne nous libérez pas, on s'en charge : une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, Paris, La Découverte, 510 p.

PURENNE A., CARREL M., KAYA S., TALPIN J., 2023, « Converting ordinary resistance into collective action: Visibility struggles, discreet antiracist mobilisations and intermediation work in the French banlieues », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, *10*, 1, p. 41-67.

RETIF S., 2023, *Formes d'engagement de « mères du quartier ». Ethnographie d'un monde minoritaire, féminisé et populaire.*, Thèse de doctorat, Université de Tours.

RUAULT L., 2017, *Le spéculum, la canule et le miroir. Les MLAC et mobilisations de santé des femmes, entre appropriation féministe et propriété médicale de l'avortement (France, 1972-1984)*, Thèse de doctorat, Université de Lille.

SCOTT J.C., 2019 [1992], *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 426 p.

SINGERMAN D., 1995, *Avenues of participation: family, politics, and networks in urban quarters of Cairo*, Princeton, NJ, Princeton Univ. Press, 335 p.

SMITH D.E., 2018, *L'ethnographie institutionnelle : une sociologie pour les gens*, Paris, Economica (Études Sociologiques), 300 p.

SPIVAK G.C., 1988, « Can the Subaltern Speak? », dans NELSON C., GROSSBERG L. (dirs.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, London, Macmillan, p. 271-313.

THOMPSON E.P., 1988 [1964], *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard/Seuil, XVI-791 p.

ZANCARINI-FOURNEL M., 2012, « À propos du "retard" de la réception en France des Subaltern Studies », *Actuel Marx*, *51*, 1, p. 150-164.